ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 28 décembre 1967, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative à la responsabilité des hôteliers, modifiant et complétant le titre XI du livre III du Code civil", a donné le 24 janvier 1968 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28e december 1967 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de aansprakelijkheid van hotelhouders, houdende wijziging en aanvulling van titel XI van boek III van het Burgerlijk Wetboek", heeft de 24e januari 1968 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi a pour objet de mettre en concordance le droit interne belge avec les dispositions relatives à la responsabilité des hôteliers contenues dans la convention sur la responsabilité des hôteliers quant aux objets apportés par les voyageurs, signée à Paris, le 17 décembre 1962, dont le projet de loi d'assentiment a été soumis à l'avis du Conseil d'Etat en même temps que le présent projet.

A cette fin, le projet remplace par des articles nouveaux les articles 1952, 1953 et 1954 du Code civil et ajoute les articles 1954bis, 1954ter et 1954quater.

*

* *

Dans l'article 1er, § 2 (b) et (c), et dans l'article 4 de l'annexe de la convention, les mots "personne dont il (l'hôtelier) est responsable" visent toute personne à laquelle l'hôtelier fait appel pour l'aider dans l'exécution de ses obligations contractuelles. C'est très opportunément que dans l'article 1er, b et c, et dans l'article 2, a et c,du projet de loi il est substitué à ces mots l'expression "personne lui prêtant ses services". En effet, la responsabilité contractuelle de l'hôtelier ne se limite pas au comportement de cette catégorie de personnes mais s'étend aux agissements "des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie", suivant les termes de l'actuel article 1953 du Code civil. Dès lors, l'expression "personne dont il est responsable" est équivoque si l'on entend désigner par là les seuls "préposés et domestiques de l'hôtellerie" (terminologie de l'actuel article 1953).

.../...

On peut se demander si le passage de l'exposé des motifs commentant l'adaptation, sur ce point, du texte de l'annexe de la convention est suffisamment clair. Il n'est pas exact, notamment que "si... ce projet s'était abstenu de préciser les personnes dont l'hôtelier est responsable, non seulement il aurait été moins précis que l'ancien article 1953 du Code civil mais il aurait ouvert la porte à de nombreuses discussions sur l'étendue de la responsabilité contractuelle de l'hôtelier du fait d'autrui". En effet, la portée des dispositions ainsi commentées est toute différente de celle de l'article 1953 du Code civil. L'article 1er, b et c, se borne à définir les circonstances dans lesquelles les objets du voyageur sont "considérés comme apportés à l'hôtel" au sens du premier alinéa de l'article 1er. Quant à l'article 2 (a) et (c), il assimile, pour l'exception apportée au principe de la limitation de responsabilité de l'hôtelier, les actes des préposés aux actes qu'il aurait personnellement accomplis.

La portée de l'actuel article 1953, alinéa 1er, du Code civil est tout autre : il y est précisé que l'hôtelier est responsable "du vol ou du dommage des effets du voyageur", que l'auteur du fait dommageable appartienne ou non au personnel de l'hôtellerie. A ce principe, l'annexe de la convention et le projet de loi soumis au Conseil d'Etat n'apportent pas de changement. Il résulte, en effet, de l'interprétation de l'article 1er, alinéa 1er, et de l'article 3 du projet de loi (auxquels correspondent l'article 1er, § 1er, et l'article 3) que l'hôtelier est, en principe,

.../...

responsable de "toute détérioration, destruction ou soustraction des objets apportés à l'hôtel par le voyageur", c'est-à-dire, quel que soit l'auteur du dommage, exception faite des seuls cas énumérés à l'article 3 précité, notamment, de la "force majeure", ce qui n'exclut pas a priori le fait d'une personne étrangère à l'exploitation de l'hôtellerie (comp. l'actuel article 1954 du Code civil). Les dispositions nouvelles ne modifient le droit existant que sur l'étendue de la réparation, la faute prouvée de l'hôtelier lui-même ou "celle des personnes lui prêtant leurs services" (article 2, c, du projet) entraînant une dérogation au principe de limitation de responsabilité inscrit dans l'article 1er, dernier alinéa, du projet.

En conséquence, le passage de l'exposé des motifs commentant la substitution de l'expression "personnes lui prêtant leurs services" aux mots "personnes dont il est responsable" doit être revu à la lumière des considérations qui précèdent. Il conviendrait que cette explication fût précédée d'un commentaire de la différence de rédaction entre, d'une part, les articles 1953 et 1954 du Code civil et, d'autre part, les articles 1er, alinéa 1er, et 3, b, du projet, lesquels, en des termes différents, affirment que l'hôtelier est "responsable", non seulement du fait des "personnes lui prêtant leurs services" mais encore du fait "des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie".

*

* *

.../...

Le dernier alinéa du nouvel article 1952 du Code civil dispose que "la responsabilité visée au présent article est limitée par sinistre à cent fois le prix de location du logement par journée".

L'exposé des motifs note que, pour l'application de cette disposition, on prendra en considération le prix du logement publié ou communiqué par l'hôtelier conformément à certaines réglementations particulières (arrêté royal n°188 du 27 juillet 1935 et arrêté royal du 17 juillet 1964).

Ces réglementations ne résoudront pas tous les problèmes que peut poser la détermination du prix de location d'un logement. Il en sera ainsi, notamment lorsque le prix du logement fait partie d'un forfait, tel le logement avec pension complète (logement proprement dit, plus trois repas), dont seul le prix global doit être affiché (article 3, 2°, de l'arrêté royal n°188 du 27 juillet 1935), ou le logement avec demi-pension ou encore le logement avec pension pour un week-end, dans l'hypothèse où ces différentes espèces de forfait seraient offertes exclusivement à la clientèle.

Si une contestation surgit dans les cas envisagés, c'est au juge qu'il appartiendra de déterminer ce que représente le prix du logement par rapport au prix forfaitaire global, compte tenu des particularités propres à chaque espèce. Pareille solution est évidemment de nature à créer l'insécurité pour le justiciable.

Mieux vaudrait remédier à cet inconvénient en précisant dans le texte du projet la manière dont devra se calculer le prix de location du logement par journée. Si ce mode de calcul devait se faire par référence à l'arrêté royal n°188 du 27 juillet 1935, cet arrêté devrait être modifié de manière à imposer à l'hôtelier d'afficher en toute hypothèse le prix du logement proprement dit.

*
* *

L'exposé des motifs note que le mot "aubergiste" a été abandonné dans un souci de simplification , étant donné qu'il peut être considéré comme synonyme du mot "hôtelier".

Ce changement de terme dans les articles 1952 et suivants du Code civil créera une discordance avec d'autres dispositions, notamment l'article 1782 du Code civil et l'article 20, 6°, de la loi hypothécaire.

Le présent projet pourrait être l'occasion de supprimer ces discordances.

*
* *

Dans l'article 2 du projet, le c devrait être inséré immédiatement après le b et suivi d'un alinéa commençant par les mots : "l'hôtelier est obligé d'accepter en dépôt ... ".

*
* *

.../...

En ce qui concerne la forme, la rédaction suivante est proposée pour l'intitulé et pour les liminaires des articles 1er à 6 :

Intitulé.

"Projet de loi modifiant, en ce qui concerne la responsabilité des hôteliers, le livre III, titre IX, chapitre II, du Code civil".

Liminaires pour les articles 1er à 6.

"Article 1er.-

L'article 1952 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

Article 1952 ....

Article 2.-

L'article 1953 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

Article 1953 ...

Article 3.-

L'article 1954 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

Article 1954 ...

.../...

Article 4.-

Un article 1954bis, rédigé comme suit , est inséré dans le même Code :

Article 1954bis ...

Article 5.-

Un article 1954ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

Article 1954ter ...

Article 6.-

Un article 1954quater, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

Article 1954quater ... ".

Het ontwerp van wet heeft tot doel het Belgisch intern recht in overeenstemming te brengen met de bepalingen betreffende de aansprakelijkheid van hotelhouders, die neergelegd zijn in de overeenkomst nopens de aansprakelijkheid van hotelhouders voor de zaken van hun gasten, ondertekend te Parijs op 17 december 1962. Tegelijk met dat ontwerp is ook de ontwerp-wet tot goedkeuring van die overeenkomst aan de Raad van State voorgelegd ter fine van advies.

De techniek van het ontwerp is, dat in het Burgerlijk Wetboek de artikelen 1952, 1953 en 1954 worden vervangen en artikelen 1954bis, 1954ter en 1954quater worden ingevoegd.

*

* *

In artikel 1, § 2 (b) en (c), en in artikel 4 van de bijlage van de overeenkomst slaan de woorden "persoon voor wie hij (de hotelhouder) aansprakelijk is" op ieder persoon op wie de hotelhouder een beroep doet om hem bij te staan in de uitvoering van zijn contractuele verplichtingen. Zeer terecht staat daarvoor in artikel 1, b en c, en in artikel 2, a en c, van het ontwerp van wet : "persoon die hem zijn diensten verleent". De contractuele aansprakelijkheid van de hotelhouder is immers niet tot de gedragingen van die categorie van personen beperkt, maar geldt ook voor de handelingen van "vreemde personen die in het hotel gaan en komen", zoals het huidige artikel 1953 van het Burgerlijk Wetboek ze noemt. De woorden "persoon voor wie hij aansprakelijk is", zijn dus dubbelzinnig als er alleen mee bedoeld worden de "dienstboden en aangestelden van het hotel" (termen uit het huidige artikel 1953).

.../...

Het is zeer de vraag of de passus uit de memorie van toelichting die commentaar geeft op de desbetreffende aanpassing van de tekst van de bijlage der overeenkomst, voldoende duidelijk is. Onjuist is met name het volgende : "Indien in het ontwerp de personen niet werden aangewezen waarvoor de hotelhouder aansprakelijk is, zou het niet alleen minder duidelijk zijn dan het oude artikel 1953 van het Burgerlijk Wetboek, maar ook de deur openlaten voor tal van betwistingen over de omvang van de contractuele aansprakelijkheid van de hotelhouders voor eens anders daden". De bepalingen waar het hier om gaat hebben immers een geheel andere strekking dan artikel 1953 van het Burgerlijk Wetboek. Artikel 1, b en c, bepaalt alleen onder welke omstandigheden de zaken van de gasten "als meegebrachte zaken worden aangemerkt" in de zin van het eerste lid van artikel 1. Artikel 2, a en c, van zijn kant stelt, voor de uitzondering op het beginsel van de beperkte aansprakelijkheid van de hotelhouder, de handelingen van de aangestelden gelijk met diens eigen handelingen.

Het huidige artikel 1953, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek heeft een geheel andere strekking : daar wordt gezegd dat de hotelhouder aansprakelijk is "voor diefstal of beschadiging van de goederen van de reiziger" , onverschillig of de dader al dan niet tot het hotelpersoneel behoort. Aan dat beginsel wordt met de bijlage van de overeenkomst of met de aan de Raad van State voorgelegde ontwerp-wet niets veranderd. Volgens de gegeven interpretatie van artikel 1, eerste lid, en van artikel 3 van de ontwerp-wet (waarmede artikel 1, § 1, en artikel 3 overeenkomen), is de hotelhouder in beginsel aansprakelijk voor "beschadiging, vernieling of ontvreemding van zaken welke een gast naar het hotel meebrengt", onverschillig dus wie de schade aanbrengt, met uitzondering alleen van de in voormeld artikel 3 genoemde gevallen ,

.../...

waaronder "overmacht", hetgeen de handelingen van niet bij de exploitatie van het hotel betrokken personen niet a priori uitsluit (vergelijk het huidige artikel 1954 van het Burgerlijk Wetboek). De nieuwe bepalingen wijzigen het bestaande recht alleen ter zake van de omvang van de vergoeding : als de schuld van de hotelhouder zelf of "van personen die hem hun diensten verlenen" (artikel 2, c, van het ontwerp) bewezen is, wordt afgeweken van het beginsel van de beperkte aansprakelijkheid dat neergelegd is in artikel 1, laatste lid,van het ontwerp.

De passus die in de memorie van toelichting commentaar levert op de vervanging van de woorden "personen voor wie hij aansprakelijk is" door "personen die hem hun diensten verlenen", moet dan ook aan de hand van de bovenstaande bedenkingen worden herzien. Er zou een toelichting moeten voorafgaan betreffende de tekstverschillen tussen enerzijds de artikelen 1953 en 1954 van het Burgerlijk Wetboek en anderzijds de artikelen 1,eerste lid, en 3, b, van het ontwerp, die in verschillende bewoordingen stellen, dat de hotelhouder "aansprakelijk" is voor de handelingen niet alleen van "personen die hem hun diensten verlenen" maar ook van "vreemde personen die in het hotel gaan en komen".

*

* *

.../...

Het laatste lid van het voorgestelde nieuwe artikel 1952 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt : "De aansprakelijkheid bedoeld in dit artikel is per schadegeval beperkt tot 100 maal de logiesprijs per dag van de slaapgelegenheid".

Volgens de memorie van toelichting komt voor de toepassing van dit artikel in aanmerking de logiesprijs die de hotelhouder heeft aangeplakt overeenkomstig sommige bijzondere voorzieningen (koninklijk besluit nr. 188 van 27 juli 1935 en koninklijk besluit van 17 juli 1964).

Niet alle problemen die zich bij het bepalen van de logiesprijs kunnen voordoen, zullen aan de hand van die voorzieningen een oplossing kunnen krijgen. Zo is er het geval dat de logiesprijs begrepen is in een vaste prijs, bij voorbeeld voor logies met volledig pension (eigenlijk logies plus drie maaltijden), waarvan alleen de totale prijs moet worden aangeplakt (artikel 3, 2°, van het koninklijk besluit nr. 188 van 27 juli 1935), of voor logies met half pension, of nog voor logies met pension voor een week-end, een en ander als die vaste prijzen "uitsluitelijk aan de cliënteel wordt aangeboden".

Bij betwisting in zo'n geval zal het zaak van de rechter zijn, uit te maken hoeveel de logiesprijs vertegenwoordigt in de totale vaste prijs, met inachtneming van de bijzonderheden van elk geval. Het spreekt vanzelf dat hier een bron van onzekerheid ligt voor de rechtzoekende.

.../...

Dat nadeel kan worden ondervangen door in de tekst van het ontwerp aan te geven hoe "de logiesprijs per dag van de slaapgelegenheid" moet worden berekend. Moet die berekening worden gemaakt aan de hand van het koninklijk besluit nr. 188 van 27 juli 1935, dan zou dat besluit zo moeten worden gewijzigd, dat de hotelhouder verplicht wordt om in ieder geval de prijs van de eigenlijke logies aan te plakken.

*
* *

De memorie van toelichting zegt dat het woord "logementhouder" werd weggelaten om te vereenvoudigen, omdat het als synoniem met "hotelhouder" kan worden beschouwd.

Door die verandering ontstaan terminologische afwijkingen tussen de artikelen 1952 en volgende van het Burgerlijk Wetboek en andere bepalingen, onder meer artikel 1782 van het Burgerlijk Wetboek en artikel 20, 6°, van de hypotheekwet.

In het onderhavige ontwerp kan een aanleiding worden gevonden om die verschillen weg te werken.

*
* *

In artikel 2 van het ontwerp moet c direkt aansluiten op b. Daarop volge dan een lid dat begint met : "De hotelhouder is verplicht waardepapieren ...".

*
* *

/

Wat de vorm betreft, wordt voorgesteld, het opschrift en de inleidende volzinnen van de artikelen 1 tot 6 als volgt te lezen :

Opschrift.

"Ontwerp van wet tot wijziging, wat de aansprakelijkheid van hotelhouders betreft, van boek III, titel IX, hoofdstuk II, van het Burgerlijk Wetboek".

Inleidende volzinnen voor de artikelen 1 tot 6.

"Artikel 1.-

Artikel 1952 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

Artikel 1952..

Artikel 2.-

Artikel 1953 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

Artikel 1953...

Artikel 3.-

Artikel 1954 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

Artikel 1954 ...

Artikel 4.-

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1954bis ingevoegd, luidend als volgt :

Artikel 1954bis...

.../...

Artikel 5.-

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1954ter ingevoegd, luidend als volgt :

Artikel 1954ter... ".

Artikel 6.-

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1954quater ingevoegd, luidend als volgt :

Artikel 1954quater... ".

La chambre était composée de

Messieurs :	G.VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		staatsraad,	voorzitter,
	J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame :	G.CISELET,	staatsraden,	
Mevrouw :			
Messieurs :	R.PIRSON,	assesseurs de la section	
de Heren :		de législation,	
	F.RIGAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.DE LEUZE,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.J.COOLEN, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.COOLEN, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) G.VAN BUNNEN.